



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Hauts-de-France

**Décision de la mission régionale
d'autorité environnementale Hauts-de-France
après examen au cas par cas,
sur la modification du plan local d'urbanisme
de la commune de Condé-sur-Suipe (02)**

n°MRAe 2018-2874

Décision après examen au cas par cas
en application de l'article R. 104-28 du code de l'urbanisme

La mission régionale d'autorité environnementale Hauts-de-France, qui en a délibéré collégalement,

Vu la directive n°2001/42/CE du Parlement Européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment les articles L. 104-1 à L. 104-8 et R. 104-1 et suivants ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable, notamment son article 11 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 mai 2016 modifié, portant nomination des membres de la Mission régionale d'autorité environnementale Hauts-de-France ;

Vu la demande d'examen au cas par cas (y compris ses annexes), déposée complète par la commune de Condé-sur-Suippe le 11 septembre 2018, relative à la modification du plan local d'urbanisme de Condé-sur-Suippe (02) ;

Vu la décision MRAe 2018-2874 du 6 novembre 2018 soumettant à évaluation environnementale la modification du plan local d'urbanisme de Condé-sur-Suippe ;

Vu la contribution de l'agence régionale de santé Hauts-de-France du 18 octobre 2018 ;

Vu le recours gracieux déposé complet le 12 février 2019 par la commune de Condé-sur-Suippe ;

Considérant que la modification du plan local d'urbanisme porte principalement sur le projet de lotissement du Champ Mouton, d'une surface totale de 12,6 hectares, et consiste à :

- ouvrir à l'urbanisation une zone d'urbanisation à long terme (zone 2AU) de 3,6 hectares en la classant en zone 1 AU ;
- transformer des zones à urbaniser à destination d'équipements publics (zone AUe) et d'habitat (zone 1AU) en zone urbaine (zone U) ;
- modifier le règlement de la zone 1 AU et l'orientation d'aménagement et de programmation s'y appliquant ;

Considérant que le recours apporte des justifications sur la prise en compte :

- du risque d'inondation,
- du périmètre de protection de l'oppidum de Variscourt, monument historique protégé,
- des mobilités actives et de la connexion avec la gare de Guignicourt,
- de l'utilisation des transports collectifs ou alternatifs en lien avec la gare de Guignicourt ;

Considérant la nouvelle orientation d'aménagement et de programmation du lotissement du Champ Mouton qui prévoit une réalisation de l'opération d'aménagement en 4 phases, compatible avec le schéma de cohérence territoriale de la communauté de communes de la Champagne Picarde, et une ramification de couloirs verts selon un axe est-ouest remplaçant la coulée verte nord-sud prévue initialement ;

Considérant que la réalisation du nouveau cimetière au sud du lotissement devra être soumise à l'avis préalable d'un hydrogéologue agréé ;

Concluant qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne publique responsable, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet de modification du plan local d'urbanisme de la commune de Condé-sur-Suippe n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Décide

Article 1^{er}

La décision du 6 novembre 2018 est retirée et remplacée par la présente décision.

Article 2

En application, des dispositions du chapitre IV du Livre Premier du code de l'urbanisme et sur la base des informations fournies par la personne publique responsable, la modification du plan local d'urbanisme de la commune de Condé-sur-Suippe, présentée par la commune de Condé-sur-Suippe, n'est pas soumise à évaluation environnementale.

Article 3

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs.

Elle ne dispense pas les projets, éventuellement permis par ce plan, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 4

La présente décision sera publiée sur le site internet de la mission régionale d'autorité environnementale. En outre, en application de l'article R.104-33 du code de l'urbanisme, la présente décision doit être jointe au dossier de consultation du public.

Fait à Lille, le 16 avril 2019

Pour la Mission régionale d'autorité environnementale
Hauts-de-France
Sa présidente



Patricia Corrèze-Lénée

Voies et délais de recours

Une décision soumettant un plan à évaluation environnementale peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux formé dans les mêmes conditions. Les recours gracieux doivent alors être adressés à :

Madame la présidente de la Mission régionale d'autorité environnementale
DREAL Hauts-de-France
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 LILLE CEDEX

La décision dispensant d'une évaluation environnementale rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief, mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours direct, qu'il soit administratif, préalable au contentieux et suspensif du délai de recours contentieux, ou contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision ou l'acte autorisation, approuvant ou adoptant le plan, schéma, programme ou document de planification.